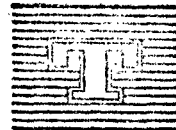


NATIONS UNIES



CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.2/L.24

10 mars 1955

FRANCAIS

ORIGINAL: ANGLAIS

COMMUNICATIONS DE REPRESENTANTS DES WASHAMBALA
CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du
règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Aux bons soins de la
Mission Press Vuga
Bureau de poste de LUSHOTO
Province de Tanga
Afrique orientale
Le 8 février 1955

Monsieur le Secrétaire général
de l'Organisation des Nations Unies
Lake Success
NEW YORK

Monsieur le Secrétaire général,

Nous soussignés avons l'honneur de vous soumettre très respectueusement la
présente déclaration relative à la pétition que nous vous avons envoyée le
20 août 1954. Nous sommes convaincus que vous jugerez qu'il est très important
de nous aider, étant donné la gravité de la situation.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) 1. Joel Saguti Lushoto
 2. Salehe Shemwela Mbuzii
 3. Bakari Mlekang'ombe .. Kigulunde
 4. Hamisi Shekimweri Mlalo
 5. Rashidi Mwaangeze Mombo
 6. Siliwano Shekalaghe .. Bumbuli
 7. Asumanai Hoza Vuga
 8. Benjamin Hoza Mbuzii
 9. Nehemia Ndago
 10. Josefu Mwanaalila Kidundai
 11. Asili Shemkole Mlalo
 12. Rabaju Kakuyu Kidundai
 13. Juma Kalata Vuga
 14. Waziri Nyegela Mombo
 15. Yakobo Kalakacha Mgwashi
 16. THEODORE ISAKA
 Mission Vuga

LA REUNION AVEC LE CONSEIL DE DISTRICT DE LUSHOTO

Nous vous prions très respectueusement de nous dire si le fait de vous soumettre une pétition pour examen constitue légalement un crime. Nous avons eu une réunion avec le Conseil de district de vingt (20) représentants de tribus et environ soixante-quatre membres du Conseil. Notre avocat nous accompagnait, prêt à nous diriger pour former une société. Le Commissaire de district, qui présidait la réunion, a contesté aux Wasambaa le droit de former une société, sous prétexte que nous avions envoyé à l'Organisation des Nations Unies une pétition dont le point principal était la destitution du chef actuel. Par conséquent, le Commissaire de district a proclamé que les auteurs de la pétition étaient des hors-la-loi.

2. Nous, soussignés, vous prions de nous faire savoir si le Gouvernement du Tanganyika n'est pas en bons termes avec l'Organisation des Nations Unies. Comme résultat de la proclamation, les deux membres qui avaient été chargés par les autres représentants de tribus de préparer le mémorandum de la pétition ont été empêchés d'assister à la réunion. Cette proclamation a provoqué de l'anxiété chez tous les représentants de tribus au point que deux d'entre eux, pris de timidité, ont nié avoir eu connaissance de la pétition. Ultérieurement, ils se sont excusés auprès des Wasambaa, expliquant qu'ils avaient agi inconsciemment. Nous nous permettons donc d'attirer votre attention sur l'oppression qui pèse sur les Wasambaa : sachant qu'ils pouvaient être jetés arbitrairement en prison, ils ont renoncé à leur vœu avant la réunion.

3. LA REUNION

M. Petro Njau, Président de l'Union des citoyens du Kilimandjaro, invité au Conseil, a fait un discours dans lequel il a déclaré que nous, les représentants de tribus, avions de la chance d'avoir chez nous le Gouvernement européen, sinon on nous couperait la tête (ce qui indique le sentiment des chefs de l'Usambara). A l'exception de l'avocat et de l'agent de la police, les membres du Conseil ont applaudi. Cela prouve qu'ils sont toujours attachés aux coutumes ancestrales qui ont précédé les lois actuelles. Les représentants de tribus ont été désorientés de constater que certains des Européens qui assistaient à la séance ont pris part aux applaudissements.

(ii) Plus de mille personnes non invitées se sont réunies sur le terrain du Bureau du Trésor indigène où, le 6.2.55, la séance a eu lieu. Elles voulaient connaître la résolution qui y avait été adoptée.

(iii) Pour appuyer la contestation du Commissaire de district, l'un des membres du Conseil, M. Manase Msangula, a trompé les assistants en affirmant que les gens qui cherchent à s'entourer des conseils d'un avocat avaient quelque sympathie pour les Mau-Mau, sentiment contraire à celui de la majorité. Cet homme est le sous-chef adjoint de la sous-chefferie de Mlalo. Il a lancé cette plainte sous forme d'un reproche fait avec colère. Les dirigeants des Usambara pratiquent largement cette espèce de falsification des faits, pour aveugler le Gouvernement central et opprimer les sujets Usambara.

(iv) Le Chef a posé la question suivante : "Quel est l'avantage de constituer une société dans ce pays et quels sont les inconvénients qu'entraîne le maintien d'une telle société?" L'un des représentants de tribus, M. Samuel Chamshama, a répondu au Président : "Je vous serais très reconnaissant, Monsieur le Président, de bien vouloir prier le Chef de ne pas soulever une telle question parce que son père l'avait déjà posée en 1944 ce qui a entraîné sa déposition."

4. Depuis que ce Chef a été élu, le Gouvernement oblige les Wasambaa à l'accepter et ils le font par obéissance, aux ordres du Gouvernement. Jusqu'ici, les actes du Chef ne sont pas conformes à l'opinion de la majorité. Nous nous demandons donc comment les Wasambaa pourront un jour goûter dans la paix les joies de la liberté.

5. L'Organisation des Nations Unies sera peut-être surprise de recevoir notre pétition, car nous ne sommes qu'un petit pays peuplé d'environ 240.000 indigènes. Seules l'oppression et la corruption, qui règnent depuis douze ans dans le pays et qui persistent, nous ont engagés à soumettre cette pétition à ce grand Conseil composé des représentants des grandes nations du monde. L'humanité a le bonheur de connaître les libertés démocratiques pour lesquelles les nations du monde entier ont combattu. Pourquoi les Wasambaa en sont-ils privés? C'est la raison pour laquelle nous vous soumettons cette pétition. Si nous n'étions pas prisonniers, nous l'aurions envoyée par nos délégués qui auraient pu avoir une entrevue avec le Conseil de tutelle d l'O.N.U.
